

FORCE OUVRIÈRE

Sections AXA France

Janvier 2008

1er FORUM ECONOMIQUE ET SOCIAL AXA France : De l'endoctrinement, rien que de l'endoctrinement !

Le 18 décembre la « fine fleur » des syndicalistes d'AXA (Représentants au comité de Groupe France, Membres du CCE, ainsi que les Coordinateurs syndicaux nationaux) a été conviée à participer au premier **Forum Economique et Social**, dans un lieu qui n'avait rien de neutre puisqu'il s'agissait ni plus ni moins que du palais Brongniart, lieu saint du capitalisme Français, endroit où se situe bien entendu la bourse de Paris. Tout un symbole !

Force Ouvrière, a donc, dans le cadre défini par les (gentils ?) organisateurs, décidé d'envoyer deux délégués en qualité d'observateurs (NB : qui ont tout de même décliné l'invitation à déjeuner au dessus de la corbeille, ne se sentant pas le cœur de lever leur verre avec la Direction aux reculs sociaux vécus par les salariés de notre entreprise ...) pour saisir plus précisément les motivations des initiateurs de cette rencontre que l'on peut qualifier d'atypique !

C'est sans surprise que les différents intervenants, qu'ils soient internes ou externes à l'entreprise, ont réaffirmé que l'objectif majeur de ce Forum Economique et Social était surtout de permettre aux participants, nouveaux apprentis en « mécanique économique », de « **mieux appréhender les problématiques et enjeux** » de l'entreprise et de l'économie de marché en général et partagent dans un premier temps, puis répandent et défendent ensuite le concept de l'entreprise comme étant le bien commun de tous ceux qui la composent !

Présenté comme un moyen d'enrichir le **Dialogue social**, (Henri de Castries définissant ce dernier comme étant « le capitalisme bien compris ») ce Forum Economique et ... Economique a fixé les enjeux pour l'entreprise dans « le monde d'aujourd'hui » et tracé sans ambiguïté la trame de prochaines et rapides opérations dans l'assurance, précisant que les concentrations (conformément aux préconisations de l'union Européenne) dans ce secteur devaient se poursuivre et que les délocalisations étaient, compétitivité oblige... « Inéluctables » !

Le rôle préalablement déterminé, les outils attribués, il convenait alors de fixer le cadre le plus adapté à l'intégration « absolue » des syndicats pour permettre une bonne assimilation de la thérapie patronale!

Ainsi, les « partenaires sociaux », dans ce cadre « idyllique », comprendront peut-être mieux pourquoi et comment, alors qu'ils délocalisent et cassent l'emploi, MM DE CASTRIES et PIERSON arrivent à gagner en un seul jour plus de 1.000.000 € par le simple jeu de stock options, sans prendre le moindre risque, puisqu'ils revendent le même jour 50.000 actions acquises quelques heures plus tôt au tiers de leur valeur... Ou pourquoi 6 membres du conseil d'administration d'Axa se sont partagés 14.000.000 € en guise de salaires en 2006, hors stock options, pendant que les mesures salariales ne permettent même pas le maintien de pouvoir d'achat des autres salariés.

Ou encore pourquoi la retraite chapeau que se sont auto-accordés nos directeurs en 2004, qui leur permet d'atteindre des niveaux de pension extravagants, a coûté 17.000.000 € à l'entreprise...

A l'heure où les amis de ces patrons-coquins nous rebattent les oreilles à propos des « privilégiés » que seraient les salariés qui bénéficient des régimes spéciaux...

Le Forum économique et prétendu social ne représente-t-il pas le cadre idéal pour conditionner les résistants qui préconisent encore l'indépendance syndicale, seul outil de défense des intérêts moraux et matériels des salariés qu'ils représentent ?

Grâce à cette nouvelle AGORA, la maxime de M. Bébéar selon laquelle les syndicats ont pour principale fonction de « traduire socialement les objectifs économiques de l'entreprise » peut prendre désormais tout son sens !

La mise en place de ce Forum n'est qu'un des derniers maillons du schéma « politico - médéfien » d'intégration des organisations syndicales en, « offrant » un cadre « innovant » et « confortable » amenant les partenaires sociaux sur le chemin de la raison économique (celui qui donne la primauté à la réalité économique au détriment de la réalité sociale) pour priver au final les salariés de tout moyen de défense et de résistance.

Il en effet est dans l'air du temps de déréglementer les relations sociales. La présidente du MEDEF, entre autres, ne manque pas une occasion de le rappeler. De nombreux rapports, commandés par les gouvernements d'hier ou d'aujourd'hui, visent à remettre en cause l'existence des relations sociales telles qu'elles sont prévues par le Code du Travail. Axa, avec la multiplication d'instances atypiques, de rencontres bilatérales, et maintenant ce genre de rencontres y participe plus qu'à son tour. Il s'agit de développer le syndicalisme de connivence.

Comme on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre...

La mise en place du bon de financement syndical a été un des tous premiers leviers utilisés il y a 18 ans pour changer, par étapes, et de plus en plus profondément, la nature des organisations syndicales pour qu'elles se muent aujourd'hui en des organismes économiquement modifiés par le financement patronal !

Les résultats portent leurs fruits et nos dirigeants constatent sans doute avec la satisfaction du travail (d'intégration des « partenaires sociaux ») bien fait. Nous ne comptons plus, en effet, les accords qui entérinent les reculs sociaux, ou les mesures dites salariales qui entérinent joyeusement le recul du pouvoir d'achat des salariés, au moment même où les dirigeants célèbrent les records de profits de l'entreprise !

Pour leur part, les syndiqués et militants Force Ouvrière ne renoncent pas à poursuivre, malgré des conditions qui n'ont rien de facile, le syndicalisme libre, indépendant et déterminé, celui qui met au cœur de son action la défense des droits acquis et les revendications en fonction des besoins exclusifs des salariés !

Nous laissons à d'autres le soin d'avaliser les mesures de réorganisation prises par Axa et de l'accompagner toujours plus loin dans sa politique d'industrialisation, de délocalisation, de modération salariale et de reculs sociaux. Nous n'aiderons pas Axa à réunir les conditions de la fermeture des sites, de la déqualification des salariés et du recul des dispositions sociales acquises, ni n'avaliserons la soi-disant « sauvegarde » ou pérennisation de l'emploi et des parcours professionnels » telle qu'exprimée par le cadre de l'accord GPEC, reconduit par les signataires.